

L'extrême-droite au Québec : une menace réelle ?

Maryse Potvin and Frédérick Nadeau

150^e du Canada : ce qu'on ne fêtera pas

Number 791, July–August 2017

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/85706ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Potvin, M. & Nadeau, F. (2017). L'extrême-droite au Québec : une menace réelle ? *Relations*, (791), 12–13.

L'attentat du 29 janvier dernier dans une mosquée de Québec a fait éclater au grand jour l'existence d'un extrémisme de droite capable de violence xénophobe au sein de notre société. Peut-on pour autant dire que l'extrême-droite a une réelle influence politique au Québec ? Si tel est le cas, qu'est-ce qui l'alimente, et comment agir pour l'enrayer ? Nos auteurs invités en débattent.

La légitimation politique des discours racistes crée des conditions favorables à l'extrême-droite.

Maryse Potvin

L'auteure est sociologue et professeure en sociologie de l'éducation à l'UQAM

À la suite de l'attentat de Québec en janvier 2017 et de la création d'un comité-conseil sur le racisme systémique, en mars, les partis politiques québécois se sont accusés mutuellement d'instrumentaliser la question du racisme à des fins électoralistes. Le Québec connaît ce phénomène depuis la « crise des accommodements raisonnables » de 2006-2008, qui a ouvert la porte non seulement à un élargissement, une banalisation et un durcissement des discours racistes et populistes dans l'espace public et médiatique, mais aussi à une certaine légitimation politique de ces discours et à l'essor de groupes d'extrême-droite.

Dérives populistes

On reconnaît les discours racistes de type populiste par la présence d'une rhétorique fondée sur la dichotomisation Nous/Eux, la généralisation abusive, l'infériorisation et la diabolisation de l'Autre, la victimisation de soi groupale, le catastrophisme, le désir de marginalisation, d'expulsion, voire d'élimination de l'Autre et l'appel à la légitimation politique de ce désir ou à l'action en ce sens. Depuis plus de dix ans maintenant, ces discours contaminent la vie politique québécoise en forçant les partis à débattre de certains thèmes chers à la droite populiste – rhétorique anti-élites, pureté identitaire, retour au passé, peur de perdre son identité ou ses « droits acquis », sécurité, nécessité de mesures coercitives et d'un chef charismatique. On se rappellera les gesticulations démagogiques de Mario Dumont

qui instrumentalisa le débat sur les accommodements raisonnables lors de la campagne électorale de 2007, alors que Jean Charest se dépêcha de sortir cet enjeu de la campagne en créant la commission Bouchard-Taylor. Dumont ne cessera de légitimer la grogne populaire envers les « élites », la Charte des droits et les immigrants avec des formules-chocs (« Pendant qu'un jeune sikh se promène avec son poignard à l'école, la majorité québécoise ne peut plus utiliser le mot Noël »), en accusant ses adversaires politiques de « mollesse » et en favorisant la ligne dure.

Reprenant ces thématiques, le gouvernement péquiste agira en pompier-pyromane en lançant le débat polarisant sur la « Charte des valeurs », en vue des élections d'avril 2014, qui se transformera en véritable psychose de l'identité nationale. Le projet de loi 60¹ proposait des mesures déjà existantes (encadrement des accommodements, inscription de l'égalité hommes/femmes dans la Charte des droits et libertés) pour diluer son véritable objectif : interdire le port de signes religieux à tous les employés de l'État. Le gouvernement força les élus et la population à prendre position pour ou contre, et ce sera au nom de la « Charte des valeurs » que les peurs et discours racistes – en particulier islamophobes – puiseront leur justification.

Des effets délétères

Cette légitimation politique du racisme a eu des effets que l'on ne saurait ignorer sur la cohésion sociale. D'abord, elle a renforcé une opposition identitaire entre Montréal et les autres régions, de même qu'entre les minorités et la majorité fragile (et longtemps minorisée), qui veut protéger ses acquis. Cette opposition attise le vif sentiment chez plusieurs membres des communautés ciblées/racisées, souvent nés au Québec, de ne pas être acceptés par la société québécoise et, chez

certaines collectivités en région, celui d'être des victimes d'un « racisme inversé », des laissés-pour-compte auxquels les immigrants ne voudraient pas s'intégrer. La peur du déclin de leur communauté et les frustrations quant à leurs demandes sociales ou économiques peu prises en charge par le politique se cristallisent contre les « immigrants », symbolisant ce qui « va mal » ou ce qui « se défait ».

Ensuite, les discours racistes ont des effets à long terme sur le climat politique, sur les conceptions de l'identité collective et même sur l'avenir du jeu politique. Les discours populistes banalisés dans l'espace public (dans les « radios-poubelles », les médias sociaux, etc.) favorisent la radicalisation au sein de la population. L'éclatement, voire la décomposition du « projet national » fait par ailleurs craindre l'accentuation de « micro-récits » identitaires victimaires et d'une idéologie du ressentiment. Ces conditions peuvent favoriser le passage à l'action politique de groupes extrémistes de droite, considérés jusqu'ici comme marginaux, mais qui peuvent s'unifier autour d'un parti dont le discours serait axé sur l'obsession identitaire, souvent au détriment des enjeux sociaux, économiques ou environnementaux.

La combinaison de ces effets indique qu'il faut entretenir une certaine inquiétude à l'égard du processus menant de la banalisation des discours racistes populaires à leur légitimation politique, jusqu'au passage potentiel à l'action politique de groupes extrémistes. Nous devons nous assurer que nos représentants politiques assument leurs responsabilités pour empêcher que les dérives ne se transforment en crise de société plus profonde. ☹

1. Dont le titre complet était : *Charte affirmant les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse de l'État ainsi que d'égalité entre les femmes et les hommes et encadrant les demandes d'accommodement.*

L'EXTRÊME-DROITE AU QUÉBEC : UNE MENACE RÉELLE ?

Magnifier l'influence des groupes d'extrême-droite est contreproductif et nuit à la compréhension du phénomène.

Frédéric Nadeau

L'auteur est doctorant en études urbaines à l'Institut national de la recherche scientifique (INRS)

Depuis l'attentat à la grande mosquée de Québec, l'attention de nombreux observateurs s'est portée sur ce qu'on a appelé l'« extrême-droite » au Québec. Or, comme beaucoup de concepts théoriques qui passent dans le langage courant, la notion « d'extrême-droite » a été largement galvaudée et génère aujourd'hui davantage de confusion qu'elle n'apporte de clarté. La notion mêle en effet populisme, droite « alternative » (*alt-right*), fascisme, suprémacisme, conservatisme, nationalisme, traditionalisme chrétien, militants pour la laïcité, anti-féminisme, islamophobie, homophobie, racisme, etc.

Or, il n'y a aucune utilité (d'un point de vue analytique) à regrouper sous cette seule étiquette tout ce qui nous apparaît moralement ou politiquement condamnable. Le terme doit plutôt être vidé de sa charge normative, afin que le phénomène qu'il décrit puisse être appréhendé empiriquement.

Définir les extrêmes-droites

L'extrême-droite est « de droite » parce qu'elle table sur une conception inégalitaire de la vie et de la société; elle est « extrême » parce qu'elle rejette les institutions sociales et adopte une posture « révolutionnaire ». Ainsi, un groupe comme La Meute, dont l'unique obsession est l'islam, doit être défini pour ce qu'il est: un groupe islamophobe. Point. Il s'inscrit bien sûr dans un courant plus large et témoigne de la « radicalisation » d'un cer-

tain discours de droite. Mais La Meute ne cherche pas à transformer la société. Elle veut, au contraire, maintenir les institutions en place et récuse le changement. En comparaison, la Fédération des Québécois de souche (FQS) rejette les principaux paradigmes sur lesquels se sont édifiées les sociétés occidentales depuis 1789 (universalisme, humanisme, individualisme, libéralisme, modernisme, etc.) et avec le tournant des années 1960 (social-démocratie, droits des minorités, laïcisation, libéralisation des mœurs, cosmopolitisme, etc.). Elle souhaite faire table rase de ces conventions pour fonder une société nouvelle sur un nouveau type de rapports humains. En ce sens, elle peut être qualifiée d'« extrême ». Il faut cependant noter que ce terme n'est pas synonyme de « violent »: la FQS se situe dans une approche métapolitique de type gramscien, proposant une contre-révolution qui serait d'abord d'ordre culturel.

Il faut également reconnaître que même définie de manière serrée, l'extrême-droite est loin de former un bloc monolithique. Entre ses différents courants, les sources de discordance sont variées: la place et la forme de la religion (laïques, catholiques traditionalistes, catholiques « culturels », païens), le rôle et la forme de l'État (républicanisme, monarchisme, fascisme, libertarisme), les méthodes et les stratégies (parlementaires/extra-parlementaires, populistes/élitistes, légales/illégales). Même sur la question de la diversité culturelle, les positions divergent de manière importante entre suprémacistes et différentialistes, ou entre partisans d'un moratoire total sur l'immigration et ceux qui en reconnaissent les apports, tout en s'opposant à un type en particulier (immigration extra-européenne, réfugiés, roms, musulmans, etc.).

Comprendre pour mieux agir

On questionnera peut-être l'utilité d'une démarche qui vise à complexifier et nuan-

cer la notion d'extrême-droite, car peu importe le nom qu'on lui donne, ceux et celles qui en subissent les effets au quotidien n'y voient aucune différence. N'est-ce pas là, toutefois, une raison supplémentaire de mieux identifier les sources du problème afin de proposer des solutions efficaces? Pour ce faire, il importe de décortiquer les mécanismes sous-jacents aux droites extrêmes et radicales afin de les analyser telles qu'elles sont et non telles qu'on les fantasme. Les stratégies de confrontation agressive et de « cordon sanitaire » contre ces groupes ont d'ailleurs tendance à renforcer leur sentiment victimaire et à engendrer colère et ressentiment chez les militants. Cela ne fait qu'alimenter la spirale de la radicalisation vers la violence.

À la base de la pensée anthropologique, on trouve l'idée que l'Autre, si différent et étrange paraîsse-t-il, n'est jamais un être irrationnel: il agit en fonction d'une rationalité différente. C'est précisément cette rationalité que nous devons mettre au jour. Et cela nécessite d'écouter ce que les gens ont à dire, sans tomber dans la caricature et dans la *reductio ad hitlerum*. Lorsqu'on fait l'exercice, comme j'ai pu le faire pour ma thèse, on découvre des individus complexes qui expriment, d'une manière certes problématique, des préoccupations qui sont néanmoins réelles. Il est d'ailleurs surprenant d'observer que sur le fond, ces préoccupations ne sont pas si éloignées de celles exprimées au sein d'autres tendances politiques, même à gauche: on dénonce le néolibéralisme, la confiscation des institutions démocratiques, la corruption et le manque de transparence, l'appauvrissement des classes populaires, etc. Même la question environnementale n'est pas absente d'une certaine pensée d'extrême-droite. En somme, on identifie souvent les mêmes problèmes; ce sont les responsables désignés et les solutions proposées qui diffèrent... parfois de manière tragique. ☹